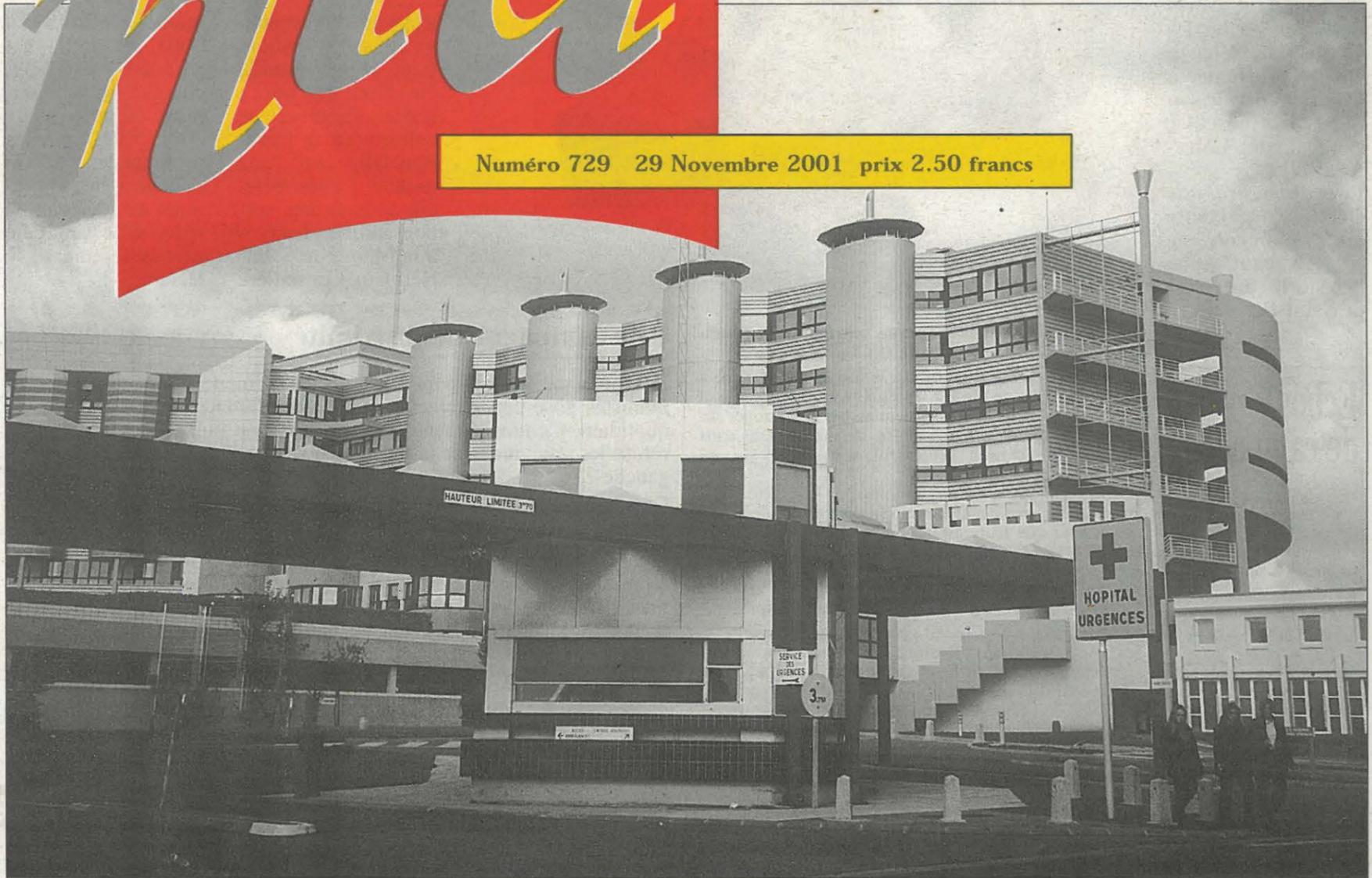


mla

LES NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE

Bimensuel édité par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

Numéro 729 29 Novembre 2001 prix 2.50 francs



Vite lu

L'actualité de cette quinzaine aura été fortement marquée par l'enjeu des débats parlementaires autour du financement de la Sécurité sociale. Nous reviendrons longuement sur cette question et aborderons dans ce nouveau numéro, les grands traits des questions départementales : l'élection cantonale partielle de Saint-Herblain, le rayonnement des communistes autour d'eux, l'avenir des Chantiers Navals...

Ce numéro des Nouvelles contient un supplément qui vous aidera à passer de bonnes fêtes de fin d'année.

Efficacité et perspectives

● Au lendemain du Congrès qui a acté de nouvelles règles de vie qui répondent mieux aux attentes, aux motivations, à la liberté d'engagement des femmes et des hommes communistes, notre Parti se dote d'un projet, perfectible, qui trace les contours d'une visée communiste pour le XXI^e siècle. Un projet qui n'est pas seulement un texte de référence mais qui doit nourrir les actions concrètes pour créer des rapports de force permettant d'avancer vers des solutions neuves.

Les initiatives que nous avons prises, sur l'emploi, sur le budget de la protection sociale, projet de loi autonomie jeunesse, la sécurité s'inscrivent dans cette ambition. Nous voulons contribuer à la mise en mouvement de toutes celles et ceux qui recherchent le moyen d'une plus grande efficacité, dans leur lutte, pour une transformation progressiste dans notre pays, comme à l'échelle du monde.

Ce Congrès donne aux militant(e)s des moyens nouveaux, des atouts pour créer ou recréer une nouvelle rencontre avec notre Peuple, pour construire des propositions, un Projet, une véritable alternative au capitalisme. Une alternative qui se construit dans le débat, la confrontation et inséparablement dans les luttes d'aujourd'hui en participant à la constitution d'un nouveau rapport des forces politiques. Le débat, à partir du budget, de la protection sociale, celui de l'hôpital, la manière offensive avec laquelle les Communistes du Département, font connaître nos propositions, les font soutenir avec la pétition, permet de vérifier concrètement (au-delà des incantations ou des débats stériles) combien le Parti communiste, ses militants en étant porteurs de propositions identitaires sont vécus comme utiles, parce qu'en phase avec les aspirations de choix ancrés à gauche, s'en prenant à la logique de l'argent, au projet de la droite et du MEDEF.

Une nouvelle expérience qui invite à engager avec détermination et ambition la campagne des élections présidentielles. Robert HUE a décidé d'aller à la rencontre des communistes, nous avons rendez-vous le 6 décembre à Angers.

Jean-René TEILLANT



ELECTION CANTONALE PARTIELLE

Roseline Percevault, candidate présentée par le Parti Communiste Français

Roseline Percevault, 46 ans, 1 enfant, issue d'une famille ouvrière, est née à Nantes. Employée de collectivité à Saint-Herblain par une grande entreprise, elle assume des responsabilités électives à la Mairie de Saint-Herblain. Conseillère municipale de 1995 à 2001, elle est adjointe au Maire, chargée de la proximité depuis mars 2001. Elle aime les promenades et la marche à pied et pratique en détente, le vélo. Elle apprécie particulièrement la lecture.

En application de la loi sur le non-cumul des mandats, l'élection de Charles Gautier au Sénat a amené ce dernier à démissionner de son poste de Conseiller général de Loire-Atlantique. Le 9 décembre, une élection partielle pour pourvoir ce siège vacant aura lieu sur le canton est de Saint-herblain.

Interview

Que souhaites-tu que représente ta candidature lors de cette élection partielle ?

Roseline Percevault : Je suis la seule femme à être candidate, ce qui est un signe entre le discours et l'acte en politique. Or, comment ne pas s'interroger sur la composition de l'Assemblée départementale dans laquelle 9 femmes seulement sont élues sur 59 Conseillers généraux. Cette assemblée n'est pas à l'image de la société. J'entends mettre ma candidature à la disposition des électeurs pour que leurs aspirations à mieux vivre, à être écoutés, associés soient respectées.

Comment entends-tu porter les grandes questions politiques dans cette campagne ?

R.P. : Le Conseil général de Loire-Atlantique est majoritairement à droite, nous n'avons rien à attendre de lui car il base sa politique sur l'argent et combat les acquis sociaux. Dans le même temps, la politique menée par le Parti socialiste, dans cette assemblée comme au plan national, ne rompt pas avec l'argent-roi et ne permet pas de construire une politique réellement alternative à gauche qui prenne en compte les grandes questions posées par les salariés, les chômeurs, les retraités.

Ne crains-tu pas l'abstention lors de cette partielle ?

R.P. : L'abstention, est un mal réel de la politique aujourd'hui. J'interpelle toutes celles et tous ceux qui s'interrogent sur la nécessité d'aller voter de réfléchir sur le sens de leur geste car en s'abstenant, ils confortent la politique qu'ils refusent actuellement. Je mets ma candidature à leur disposition pour qu'ils s'expriment, qu'ils s'en servent tout simplement. C'est ce que je leur propose.

Une campagne de proximité

La campagne électorale qu'elle a décidé de mener avec ses amis communistes pose concrètement la place des femmes dans la société au quotidien. Comment mener aujourd'hui, une politique à gauche qui refuse les prétentions de la droite et ouvre réellement une alternative à gauche ?

C'est ainsi que sa campagne s'appuie sur plusieurs grands thèmes :

La sécurité au quotidien, ce qui nécessite, dit-elle, plus de moyens humains et matériels pour assumer les missions de prévention et de répression de la police et de la justice. Il faut lutter contre les économies parallèles, leurs trafics et leurs violences à l'exemple de ce que nous avons vécu le week-end dernier entre la Bugallière à Orvault, Saint-Herblain et Nantes.

Préserver la qualité de vie, dans l'aspect de la protection de l'environnement, des transports, de la sécurité des entreprises.

Garantir le droit à la santé, dans le cadre du débat sur le budget de la Sécurité sociale, la candidate communiste s'est adressée aux personnels de l'Hôpital Nord pour soutenir un plan d'urgence pour l'hôpital avec le financement correspondant.

Une campagne marquée également par des interventions sur la citoyenneté et la démocratie, l'habitat et l'emploi.

Echos de campagne

De nombreuses initiatives ont été prises par les militants communistes sur le canton Est de Saint-Herblain :

- Présence sur les marchés, distributions de tracts aux portes des entreprises, réunions publiques...
Prochainement, Roseline PERCEVAULT tiendra dans les différents quartiers, de nouvelles réunions publiques :
vendredi 30 novembre à 18 h 30, Maison du Citoyen à Saint-Herblain ;
mardi 4 décembre à 18 h 30, Centre social de la Bernardière à Saint-Herblain ;
mercredi 5 décembre à 18 h 30, Salle du Tillay à Saint-Herblain.

A votre disposition cette semaine



Parmi les tracts édités par le Parti Communiste sur les principaux sujets d'actualité, vous trouverez, entre autres, cette semaine du matériel traitant de l'arrivée de l'Euro, de la Loi sur le financement de la Sécurité sociale, du lancement de la campagne électorale des présidentielles avec notre candidat Robert HUE ...

Vous pouvez vous procurer ces tracts auprès de votre section du PCF ou de la Fédération, 41, rue des Olivettes à Nantes. N'hésitez pas à téléphoner au 02 40 35 03 00 pour plus de renseignements.



CHANTIERS A VENDRE ?

L'opinion des communistes de l'entreprise

La vente, non vente, mévente des Chantiers de l'Atlantique par Alstom à un groupe non européen a fait beaucoup de bruit ces derniers jours. Mais elle a aussi créé quelques inquiétudes, légitimes, parmi le personnel.

Tout d'abord sur la méthode : c'est Alstom ou quelques actionnaires sans visage qui décident du statut de l'entreprise. Après avoir subi le coût du déclin, puis s'être retroussé les manches pour répondre à la progression du carnet de commandes, les salariés doivent apprendre par la presse que leur entreprise est à vendre. C'est une vision directe de ce qu'est l'entreprise des capitaux où seule la rentabilité financière compte.

Ensuite sur la forme : aujourd'hui Alstom connaît quelques difficultés financières, mais Chantiers de l'Atlantique est une entreprise «rentable». En 1976, déjà la création d'Alstom Atlantique avait comme but de soutirer les accumulations financières des Chantiers pour aider à la restructuration d'Alstom.

La situation actuelle des Chantiers de l'Atlantique est due aussi au soutien des collectivités sous couvert de différentes aides :

- Aide à la commande ;
- Aide à l'investissement (Chantiers 21) ;
- Aide à la réduction du temps de travail (?) ;
- Aide au rajeunissement de l'entreprise.

Cela représente des sommes colossales.

Doit-on laisser quelques actionnaires intéressés ou quelques dirigeants d'entreprise peu soucieux de l'avenir des salariés décider de la pluie ou du beau temps.

Le point de vue des communistes des chantiers :

Selon nous, les Chantiers de l'Atlantique ont toujours eu une dimension nationale : les aides publiques directes ont traversé son histoire ; mais aussi les commandes d'état : militaires, navires de recherche, navires de servitude (dragues) ; de



nombreux conflits ont marqué l'histoire nationale : 3^e semaine de congés, grève de 67 jours pour les qualifications, anticipations des départs à la retraite...

C'est donc une entreprise particulière qui demande une attention particulière.

Nos propositions :

Sans parler de nationalisation, les Communistes des Chantiers affirment que la collectivité nationale dans toutes ses composantes - état, région, département, ville - ne peut laisser faire n'importe quoi sur un sujet aussi sensible. La mondialisation libérale fait des ravages, aucune personne sensée ne peut laisser les choses continuer de la sorte. Les coopérations doivent être utiles et servir à l'émancipation de l'humanité.

- Gaz de France a besoin de deux méthaniers

immédiatement, puis deux autres plus tard. Qu'attendent Gaz de France, entreprise nationale, et Chantiers de l'Atlantique pour rendre compte publiquement de l'état d'avancement du dossier ?

- Après d'autres, l'ERIKA a lourdement pollué nos côtes. Les Chantiers sont les précurseurs des pétroliers 3E et pourtant aucun n'est sorti des cales des Chantiers. Il faut refuser de raisonner en terme de rentabilité financière. Traitons le

problème en objectif de salubrité publique et réduction du risque pour l'écologie.

- Il est nécessaire de construire des synergies entre les armateurs, les affréteurs, les ports pour définir les besoins et les moyens de les obtenir.
- Et enfin sur le plan social : le développement de l'emploi ne doit pas cacher la destruction sociale rampante : intérim, précarité, afflux de salariés étrangers mais aussi bas salaires,



Réaction de Jean-René TEILLANT

«Ce qui pose en terme d'urgence, le besoin de nouveaux droits pour les salariés, leurs organisations syndicales, les Comités d'entreprise. Les Communistes ont sur ces questions, des propositions, qui, si elles étaient mises en œuvre priveraient les patrons de ces groupes, d'imposer leur logique financière. L'autre remarque est liée au débat sur le budget de l'Etat pour l'industrie. Au moment où la croissance recule de manière significative, le Gouvernement se doit de prendre des décisions fortes pour soutenir et développer l'emploi. Le Ministre de l'Industrie vient de proposer un budget en net recul : exemple, celui, de la Construction navale - 25 %. Ce qui a conduit Claude

BILLARD, député communiste à affirmer : "Il est profondément regrettable que, dans un contexte de ralentis-



sement de la croissance, où la guerre économique fait rage avec son cortège de suppressions d'emplois et où se multiplient les fusions qui voient, à

chacune d'entre elles, des milliards de francs changer de mains sans qu'une logique industrielle soit clairement établie, ce dernier budget de la législature soit, pour la première fois depuis 4 ans, en baisse.»

Nous sommes loin de l'appel du Premier Ministre au "patriotisme économique". Un tel décalage entre les discours et les actes invite à faire preuve d'audace dans le débat et les propositions pour remettre le développement industriel à l'ordre du jour.

N'est-ce pas une question forte à mettre au centre des débats qui s'engageront lors des campagnes électorales à venir.

C'est en tous cas, un débat que les Communistes soulèveront.»

Publicité

LE MEURIS
BAR - RESTAURANT

Formule à 50 F
Repas complet
Buffet Entrée
Plat du Jour
Fromage
et Dessert

PLAT DU JOUR
34 F
SPÉCIALITÉS
le
JEUDI

11, rue Meuris - 44100 NANTES - Tél. 02 40 69 33 72

RETRAITE AVANT 60 ANS

Les députés communistes ont déposé le 27 novembre un projet de loi, dans le cadre de la « niche parlementaire » attribuée aux groupes, afin que celles et ceux qui ont travaillé toute leur vie, souvent très jeunes, puissent faire valoir leur droit à la retraite.

Pour celles et ceux de moins de 60 ans qui le désirent et qui l'attendent, il s'agit de faire droit à la revendication d'avoir la possibilité d'accéder tout de suite à une retraite pleine dès lors qu'elles et ils ont cotisé 40 annuités (160 trimestres). Des centaines de milliers de personnes sont concernées.

Une histoire mouvementée

La proposition communiste, pourtant votée en commission des affaires sociales, a été rejetée par le gouvernement lors de la discussion en première lecture de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2002. L'argument avancé du coût (50 milliards de francs, nous dit-on) manque à la fois de cohérence et de sérieux. De cohérence, parce que ce refus intervient à l'occasion de l'adoption du budget 2002, alors que le Parti socialiste a inscrit cette mesure dans son programme électoral. De sérieux car ce chiffre ne tient pas compte du fait que plus de 60 % des salariés concernés ne sont déjà plus en activité lorsqu'ils liquident leur retraite à 60 ans. Une grande partie d'entre eux sont déjà dans des dispositifs de préretraite, le plus souvent financés par les Asse-

dic ou des accords d'entreprises ou, hélas, au chômage.

C'est donc à bon escient que, profitant de sa « niche parlementaire », le groupe communiste défend un projet de loi reprenant sa proposition et sur lequel chacun aura à se prononcer.

Cela n'est pas, bien sûr, contradictoire avec la nécessité de préserver absolument l'ouverture légale du droit à la retraite à taux plein à 60 ans comme une garantie pour toutes et tous.

Un dangereux argument

La ministre Elisabeth Guigou avance aussi que la retraite avec les 160 trimestres « ne peut être décidée séparément et doit s'inscrire dans une réforme globale des retraites ».

Réforme globale des retraites? Dangereux argument. Depuis des années, on en parle. Faudra-t-il attendre les élections, le bon vouloir de la future majorité issue des urnes? Sans oublier qu'une nouvelle offensive se développe sur l'initiative



de la droite et du patronat autour du slogan : « Notre économie n'a plus les moyens de nos retraites ».

C'est tout de suite qu'il faut régler cette question car il y a, avec la proposition communiste, l'opportunité d'ouverture de ce droit pour celles et ceux qui le souhaitent. Cela peut devenir une avancée concrète immédiate de la gauche, très attendue, très populaire.

QUESTIONS À JEANINE DUSSEAUX, RESPONSABLE DU COLLECTIF DES RETRAITÉS DE LA FÉDÉRATION DU PCF

On parle dans le projet de loi communiste, de 40 années de cotisations. Qu'en est-il des 37,5 annuités ?

Jeanine Dusseaux : il n'est pas question de lâcher sur les revendications fondamentales et de mettre en cause la nécessité de justice et d'égalité entre les salariés.

Nous voulons toujours abroger le décret Balladur de 1993 en revenant aux 37,5 annuités de cotisations, au calcul des 10 meilleures années, à l'indexation des pensions sur les salaires, au maintien des régimes spéciaux et un grand pas sera ainsi fait vers l'harmonisation privé/public.



La question du pouvoir d'achat des retraités est également un gros problème...

J.D. : De même, le pouvoir d'achat des pensions a été laminé ces dernières décennies, avec des situations particulièrement scandaleuses pour celles et ceux qui doivent se contenter de pensions de reversions indignes d'un pays moderne. Un million de retraités, d'après l'INSEE, vivent en dessous du seuil de pauvreté, la moitié n'est pas imposable et 40 % des retraites sont liquidées avec un montant de 45 % du SMIC.

L'urgence reste bien dans la revalorisation des minima sociaux, des salaires et des retraites, malgré les positions négatives avancées par les responsables socialistes.

Alors que l'on parle de difficultés financières des régimes de retraites, est-il possible d'aller dans le sens de ce que tu exprimes ?

J.D. : Il y a de l'argent pour cela. Les salaires sont ponctionnés à hauteur de 14,5 % alors que les revenus financiers des entreprises, qui enflent depuis des années, échappent à tout prélèvement de financement de la protection sociale, dont la retraite. Un million de chômeurs en moins, c'est 80 milliards de francs de ressources supplémentaires. Les jeunes en études ou formation pourraient recevoir une allocation d'autonomie leur permettant de cotiser pour la retraite.

Enfin, les idées de solidarité, de plein emploi, qui fondent le système français par répartition sont des idées modernes, efficaces, généreuses face aux gâchis des fonds de pension destructeurs d'emplois et qui précipiteraient la majeure partie des salariés d'aujourd'hui vers une chute vertigineuse de leur niveau de vie au moment de leur retraite.

Les Communistes proposent qu'un débat national sur l'avenir des retraites soit organisé, pour faire valoir le droit de vivre dignement tout au long de sa vie.

SANTÉ : UNE AUTRE POLITIQUE

Hospitaliers en grève

Saint-Nazaire, Nantes, Savenay... Les agents hospitaliers à l'appel de leurs syndicats CGT et Force Ouvrière maintiennent par la grève, la pression pour que leurs revendications soient prises en compte. Non signataires de l'accord sur la réduction du temps de travail et demandeurs d'un budget qui permette de répondre aux besoins de l'hôpital public, les syndicats ont reçu le soutien du Parti communiste qui se déclare solidaire d'une action juste socialement et économiquement.

Il est possible de rompre avec la politique avancée par le Plan JUPPE. Malheureusement, il reste beaucoup à faire pour que ce soit le cas, quand on regarde les propositions formulées par le Ministre des Affaires Sociales.



Dans une déclaration, Jean-René TEILLANT, Secrétaire de la Fédération du PCF a rappelé les grands axes de la politique des communistes à propos du débat parlementaire sur la santé.

« A quelques jours du débat en deuxième lecture, à l'Assemblée nationale, du budget de la Sécurité sociale, il y a urgence à faire grandir l'exigence de choix de rupture avec le plan JUPPE, devait-il déclarer. Grâce à la lutte des hospitaliers, aux pétitions recueillies par les militant(e)s communistes et la persévérance des députés communistes, 3,9 milliards de francs ont été obtenus.

C'est loin du compte et des solutions existent.

Mme GUIGOU qui affirmait qu'il n'était pas possible de faire plus pour l'hôpital public a par "miracle" trouvé 3 milliards en 24 heures pour les patrons des cliniques privées.

Lors du débat, les députés communistes exigèrent la taxation des revenus financiers, ce qui dégagerait 100 milliards pour la Sécu, ce qui permettrait de dégager réellement des moyens financiers nouveaux pour prendre en compte le besoin pour la santé et pour financer le départ à la retraite des salariés ayant cotisé 40 ans, les salariés soumis aux travaux pénibles.

Après s'être abstenus en première lecture, les députés communistes attendent des réponses du gouvernement pour améliorer la situation de l'hôpital et remettre la Sécurité sociale au service des assurés, tel est le sens de la pétition que les militants du PCF font signer.

En effet, en ce domaine comme en d'autres, il y urgence à mettre en œuvre des choix qui s'en prennent réellement à l'argent, des choix de gauche. »

Le saviez-vous ?

Dernièrement, les patrons des cliniques privées se mettaient en grève (24 heures) pour obtenir du gouvernement des aides pour le passage aux 35 heures.

Motif annoncé « Nous ne pouvons subventionner le coût de cette mesure sociale ». **Résultat**, vingt quatre heures ont suffi pour que la Ministre du Travail, Madame Guigou, accorde 3 milliards de francs. **Et pourtant**, saviez-vous que dans le même temps, la Générale de Santé qui gère en France quelque 200 cliniques privées, venait d'être cotée en bourse.

Il y a vraiment besoin d'une rupture entre la politique actuelle et l'argent et dans ce cas concret entre les relations de la Sécurité sociale avec ce qui est devenu une entreprise financière de santé.

DIALOGUE ENTRE COMMUNISTES ET CHRÉTIENS

Il y a bientôt un an, nous avons amorcé ce dialogue entre Communistes et Chrétiens par deux rencontres qui avaient permis de rassembler une quarantaine de personnes.

Aujourd'hui, il semble important de renouer ce dialogue, surtout en cette période où la situation internationale est en grande tension après les actes terroristes du 11 septembre aux Etats-Unis.

Ce collectif s'est donc réuni le 12 novembre. Neuf membres étaient présents ; quelques autres s'étaient excusés. L'ordre du jour de cette rencontre a permis d'engager un partage à partir des événements internationaux et plus précisément, de la guerre en Afghanistan et de ses conséquences.

Quelques réflexions exprimées :

- « Des femmes musulmanes que je connais, ont l'impression que nous, les Européens, nous les rendons responsables de ce qui se passe. Elles n'osent plus sortir de chez elles... » ;
- Un autre, en lien avec des musulmans sur Nantes, souligne le repli de la communauté musulmane : peur de s'affirmer, peur d'affronter la question (la guerre en Afghanistan), peur de sortir, d'être montré du doigt... ;
- « On déshumanise les humains...les Afghans, les Musulmans sont bafoués... » ;

• « L'ambiguïté du langage politique, même de gauche, me gêne... Ce sont les humanitaires qui sont en première ligne. » ;

• « Ce qui est choquant, c'est la guerre. ce sont les intérêts économiques qui priment... » ;

• « Et pourtant, constate un autre, une prise de conscience s'est faite progressivement dans la population... mais elle ne se manifeste pas beaucoup, ne se regroupe pas pour faire une force. » ;

• « En tant que croyant, le Dieu vengeur des Talibans ou de Bush, je ne peux pas l'accepter ; ce n'est pas le Dieu auquel je crois. » ;

• « La cérémonie en l'honneur des apprentis des chantiers qui ont été victimes des bombes américaines m'a fait penser au massacre des Afghans sous les bombes américaines. »

Cette réflexion sur l'événement a suscité la question : « Et nous, qu'est-ce qu'on peut faire, dire ? ».

• « Peut-être pourrions interpeller notre Parti, notre institution ? ;

• « Mais il faudrait parler de l'agression permanente qui existe chez nous. Un monde de violence prend de plus en plus le dessus dans le monde du travail comme dans la rue, un monde où il n'y a plus de repères → crise de société.

Et, tout naturellement, s'est posée la question de *la raison d'être de notre collectif*, de notre volonté de dialogue entre Communistes et Chrétiens.

Que représente ce collectif ?

Au nom de qui peut-il dire une parole, agir ?

Etre un laboratoire ?

Autant de questions qui nous poussent à affiner ce dialogue – mieux définir ce qu'il veut être et aussi l'intérêt que l'on peut y avoir.

C'est peut-être en marchant que les choses vont s'éclaircir !

Tous ont exprimé le désir d'élargir ce dialogue à d'autres croyants, musulmans, protestants... tout en le décentralisant à travers le département pour faciliter la participation.

En ce sens, les membres du collectif sont d'accord pour dénommer ce collectif « dialogue entre communistes-croyants » au lieu de « communistes-chrétiens » qui est plus restrictif.

Ils se sont engagés à provoquer ce dialogue pour le 26 janvier 2002, sur Saint-Nazaire, Nantes, Les Sornières voire Le Cellier.

Une reprise de ces différentes rencontres est envisagée le 18 février 2002.

Michel GUILLET – Jo PATRON

Contre les prétentions de la droite et du MEDEF

Le vote de la loi de « modernisation sociale » à l'Assemblée nationale en juin dernier, on s'en souvient, avait donné lieu à une intense bataille politique dans laquelle, députés et militants communistes avaient pris toute leur place.

Il faut rappeler que l'offensive patronale contre l'emploi marquée par l'annonce successive d'une vague de plans de licenciements avait ému une grande partie de l'opinion. Les députés communistes avaient obtenu dans un contexte de lutte sociale et politique interne une modification substantielle du texte, notamment s'agissant de la prise en compte de réelles garanties sur le droit à l'emploi, à la sécurité de



l'emploi et à la formation, sur la résorption de la précarité mais aussi sur le droit à la santé, à la solidarité et à l'action

sociale, notamment sur la délicate question du harcèlement moral. Depuis lors, le texte est entré dans le cycle des

« navettes parlementaires ». Que reste-t-il aujourd'hui du texte adopté par l'Assemblée nationale ?

Rien de ce qui constituait une avancée sociale à l'issue de la deuxième lecture à l'Assemblée n'a trouvé grâce aux yeux de la majorité sénatoriale de droite. Non seulement la loi Thomas sur les fonds de pension en est plus abrogée mais il est jusqu'au délit de harcèlement moral qui est remis en cause par la haute assemblée.

Ce sont les orientations du MEDEF qui sont purement et simplement mises en œuvre.

Alors que les vagues de licenciement s'accumulent, alors que des dizaines de milliers de salariés vont payer de leur emploi les plans de restructuration décidés par des patrons qui ne voient

que la rentabilité à court terme, alors que les profits atteignent des sommets, la droite prône la déréglementation, refuse d'écouter les syndicats de salariés et massacre tous les acquis du 13 juin.

Dans ces conditions, les Sénateurs communistes républicains et citoyens se sont opposés au texte dénaturé et franchement réactionnaire par rapport à celui qui avait été élaboré. Plus que jamais l'action conjuguée des salariés, de leurs organisations, des parlementaires communistes est nécessaire pour qu'effectivement la loi attendue voit le jour et que le gouvernement suspende les plans sociaux.

Yann VINCE

Elections présidentielles 2002

ROBERT HUE

Président du Parti Communiste Français

Candidat à l'élection présidentielle

et

MARIE-GEORGE BUFFET

Secrétaire nationale du Parti Communiste Français

Rencontrent, écoutent et débattent avec les militants communistes de la Région

Le JEUDI 6 DÉCEMBRE 2001 à 19 h à ANGERS

Salle Grenier Saint-Jean (Place de La Rochefoucauld) Stationnement quai de la Marine (Direction sortie hôpital)

Les départs organisés en cars par la Fédération de Loire-Atlantique

Départ de Saint-Nazaire	Maison du peuple 17 h	Nantes et Agglo
Trignac	Place de la Mairie 17 h 10	Place du Maréchal Joffre
Montoir	Place du Marché 17 h 15	(place Louis XVI) 17 h 30

Réservez vos places auprès de votre section ou à la Fédération au 02 40 35 03 00

GABY GASPARD

Notre camarade Gaby GASPARD est décédé le 6 novembre 2001. Homme de conviction, d'engagement, Gaby avait assumé de nombreuses responsabilités à la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français depuis 1944, date à laquelle il avait rejoint le Parti, (Trésorier fédéral, Secrétaire de la Section de Nantes). Enfant de l'Assistance publique, devenu artisan tapissier, sa vie publique se partage entre ses responsabilités politiques et un engagement permanent pour l'école laïque.

Il a été de tous les combats et a exercé d'importantes responsabilités tant dans les Conseils de Parents d'élèves que dans les Amicales laïques. Mais il n'en restera pas moins militant actif à l'Ecole Evariste Luminais. C'est dès 1966 qu'il deviendra DDEN (Délégué Départemental de l'Education Nationale) et c'est avec tous les honneurs qu'il recevra en 1987, les palmes académiques.

Et puis, comment évoqué notre ami Gaby, sans parler aussi de son engagement pour les plus démunis et son militantisme au Secours Rouge puis au Secours Populaire Français. Présente aux obsèques de Gaby GASPARD, une délégation de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF, conduite par Jean-René Teillant a transmis à sa famille et à ses proches les condoléances des communistes de Loire-Atlantique.

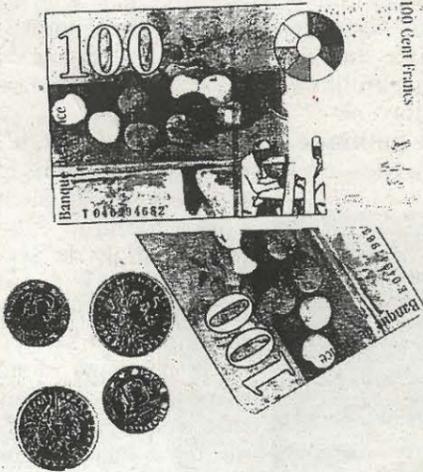




L'ACTUALITÉ POLITIQUE... L'ACTUALITÉ

LES ÉTRENNES DE LA FÉDÉRATION

Nous sommes entrés dans une période où l'activité du Parti communiste et de ses militants va s'amplifier d'une façon importante. Nous le voyons bien dans le traitement de l'actualité au travers de ce numéro des Nouvelles, qu'il est aujourd'hui indispensable pour que nos concitoyens connaissent nos positions, nos réflexions, nos avis d'élargir considérablement les initiatives que nous prenons : distributions de tracts, réunions, rencontres, débats... Les mois qui viennent n'iront pas en amenuisant ce nécessaire engagement, bien au contraire. Nous voulons développer une pratique politique qui s'articule autour du dialogue, de l'écoute, de la proximité.



Nous vous proposons de vous aider à la financer. Nous l'avons bien vu lors du procès qui avait été intenté contre Robert HUE, dernièrement sur cette même question du financement du Parti communiste, procès qui s'est totalement retourné contre ceux qui l'avait instruit, le financement de notre activité provient de 3 sources :

- Les cotisations des adhérents ;
- Le reversement des indemnités des élus ;
- La souscription permanente. Suivant vos possibilités, vous pouvez nous aider en versant à la souscription « Les Etrences de la Fédération ». Votre contribution sera l'une des pierres de l'édifice que nous voulons construire ensemble.

Versement à la souscription

Nom :

Prénom :

Adresse :

Les chèques sont à libeller à ADF - PCF L-A
CCP 7296 77 L Nantes

Les dons sont déductibles d'impôt pour 50 % de leur valeur selon un plafond de 6 % du revenu imposable. Conformément à la loi, pour tout don effectué par chèque un reçu vous sera adressé.

TOUS AZIMUTS

PUBLICITÉS

Dans l'ensemble du département, les militants communistes multiplient les initiatives en direction de la population. Distribution de tracts, réunions publiques, initiatives diverses... Plusieurs sections du Parti communiste nous ont fait part de leur activité que nous relatons ici en quelques lignes.

Nantes

Distribution de tracts à La Poste sur la déréglementation.
Distribution de tracts liés au budget de la Sécurité sociale à l'Hôpital, à la CRAM, sur le marché de Doulon, dans la cité de Malakoff, dans le quartier de l'Eraudière...

En Basse Loire

Distribution de matériel sur le budget de la Sécu sur les marchés de Couëron, de Savenay, à l'Hôpital.

En Brière

Initiative publique au Centre commercial de Montoir.
Distribution de tracts à la CGTI, Hydro Agri, Aéro Gron, Terminal méthanier, Elf...

Saint-Herblain

Distribution de tracts chez Waterman, à l'Hôpital Nord, sur les marchés de la Crémeterie et de Bellevue...

Saint-Nazaire

11 000 tracts diffusés par 30 militant(e)s :
17 cités HLM et quartiers, Aéro, Sécu, Hôpital Heillex, Gare, Aporlis et Océanis, les marchés, le plateau piétonnier, les 2/3 des cabinets médicaux.
Une délégation a rencontré les hospitaliers lors de leur initiative sur le plateau piétonnier, le samedi 25 novembre.

Sud Loire

Distribution de tracts à la Poste principale.
Initiatives publiques avec distribution de tracts dans les principaux sites du Tramway de Rezé.



RENAULT Trafic

Nouveau Renault Trafic :
Venez le découvrir.

- Seuil extra-bas (54 cm)
- Porte latérale coulissante d'un mètre de large
- Zone de chargement cubique
- Niveau sonore optimisé
- Large autonomie
- Entretien espacé (30 000 km ou 2 ans)
- Freinage ultra-court : ABS - EBV



www.renault.fr

DANS TOUT LE RESEAU RENAULT

TRIGNAC Automobiles

ZAC de La Fontaine-au-Brun

TRIGNAC. Tél. 02 40 90 40 54



RENAULT

Centre AUTOMOBILE DE L'ETOILE

380, route de La Côte-d'Amour - Océanis

ST-NAZAIRE. Tél. 02 40 17 20 20

Ça se passe chez nous

Agenda



Lundi 3 décembre

Réunion de l'Exécutif de la Fédération et des Secrétaires de section à 18 h 00 au siège de la Fédération.

Jeudi 6 décembre

Robert HUE et Marie-George BUFFET seront à Angers à 19 h 00 où ils rencontreront, écouteront et débattront avec les militants communistes de la région.

Dimanche 9 décembre

1^{er} tour de l'élection cantonale partielle de Saint-Herblain Est.

Lundi 10 décembre

Réunion du Comité fédéral à 18 h 30 au siège de la Fédération.

Vendredi 14 décembre

Réunion du Collectif des retraités communistes à 9 h 30 au siège de la Fédération.

Vendredi 18 janvier 2002

Après le 31^e Congrès du PCF, Conférence fédérale à Couëron, Salle de l'Estuaire.

Vivre en sécurité Combattre l'injustice et la violence

L'insécurité est une réalité vécue quotidiennement. Aussi, le but des élus communistes n'est pas d'expliquer ou d'excuser la violence mais de la faire reculer jusqu'à disparaître.

Nous refusons de nous contenter de parler d'un sentiment d'insécurité qui naîtrait de la place donnée par les médias à ce qui



serait des faits divers montés en épingle et qui serait alimenté par l'idéologie sécuritaire de la droite et de l'extrême droite. Certes, l'instrumentalisation de cette idéologie à des fins politiciennes existe bel et bien, mais l'insécurité, d'une part, la violence d'autre part appellent un combat spécifique.

Nous estimons nécessaire, pour y répondre, l'élaboration d'un « programme pluriannuel » permettant de doubler, par exemple, sur cinq ans, l'effort financier de l'Etat consacré à la sécurité (police, justice, politique de la ville), lequel re-présente actuellement 95 milliards de francs par an. Ce plan devrait servir les axes forts d'une politique d'ensemble :

- Une pédagogie réfléchie et rigoureuse, conduite dès l'école et dans tous les secteurs de la vie sociale, médias compris, et fondée sur l'apprentissage du respect de l'autre, corollaire du respect que les autres vous doivent.

- Une politique concertée entre l'Etat, les collectivités et les associations pour la mise à disposition, en ville comme en milieu rural, de services publics ayant les moyens d'être réellement au service de la personne, donc disposant des moyens matériels et humains de faire face à leur tâche autrement que par les petits boulots.

- Une lutte vigoureuse contre les trafics, les mafias, l'économie parallèle.

- Une définition du rôle, des missions et des moyens de police et de justice, dans le

cadre d'un service public de proximité, alliant prévention, animation de la vie sociale, justice ; sachant sanctionner et éduquer et sachant aussi créer les conditions pour de justes réparations aux victimes, trop souvent délaissées. Une concertation entre l'Etat, les collectivités, les banques et les assurances peut être proposée à cette fin.

Nous entendons poursuivre l'enrichissement de ces quelques réflexions par le dialogue avec les acteurs de la vie sociale, les parents, les jeunes, les employeurs, les formateurs et les associations, débouchant sur un état des lieux, sans rien cacher et sans rien ajouter pour repérer les points d'appui et travailler avec tous à la sécurité.

SAINT-HERBLAIN

Dans un courrier, Gilles BONTEMPS, Conseiller régional communiste et élu à la Mairie de Saint-Herblain, interpelle le Préfet de région au sujet de l'ouverture de l'Intermarché de Saint-Herblain, le dimanche.

« Cette ouverture dominicale, écrit-il, suscite depuis 7 à 8 semaines, un mécontentement réel de la part des populations environnantes, des organisations syndicales et des associations.

Sachant qu'il existe de nombreuses dérogations pour que des commerces à dominante alimentaire puissent ouvrir le dimanche, je voudrais être certain que ce magasin, sur cet aspect, est en conformité avec la loi, car de trop nombreux responsables adaptent le statut juridique de leur magasin afin de mieux contourner celle-ci.

D'autre part, étant personnellement opposé à la remise en cause du repos dominical des salariés, j'aimerais savoir si la Direction du Travail de Loire-Atlantique a effectué une enquête concernant les conditions d'ouverture dominicale de ce magasin et si les services de la concurrence envisagent des dispositions particulières.

Pour conclure, j'aimerais savoir, Monsieur le Préfet, quelles dispositions vous pourriez prendre qui permettraient de mettre fin à cette situation anormale. »

Affaire à suivre...

Grâce au supplément de ce numéro des Nouvelles, commandez dès maintenant, vos vins de fin d'année que vous consommerez en famille avec modération selon la formule consacrée.

Abonnez-vous
aux Nouvelles
pour 60 francs
(9,15 euros)
pour l'année.

Vous recevez les Nouvelles, vous appréciez son contenu. Pour contribuer à sa parution, à son amélioration, abonnez-vous pour 60 francs l'an en adressant vos chèques libellés à l'ordre de PCF Fédération de Loire-Atlantique - 41, rue des Olivettes - 44000 Nantes

MOISDON-LA-RIVIÈRE

Les élections cantonales de mars 2001 viennent d'être annulées par le Conseil d'Etat, motif : les signatures de plusieurs votants « étaient » différentes entre les 2 tours du scrutin. Rappelons que le candidat, divers gauche, sortant avait été battu d'une voix par le représentant de la droite et qu'il perdait en même temps la Mairie d'Issé.

Le candidat communiste, quant à lui, Roland Feuvrais avait progressé lors de cette élection. Cette voix manquante à l'époque n'était-elle pas due au refus du Conseiller sortant, Armand Bouchet, d'éditer un appel avec Roland Feuvrais pour battre le candidat de la droite au 2^e tour ? Affaire à suivre...